

# CAHIER DES CHARGES

## I. Informations générales

Intitulé de la mission	Mission d'assistance technique pour l'élaboration de la Politique et de la Stratégie nationales en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun
Bénéficiaire(s)	Les acteurs de l'hygiène, la salubrité et de la gestion des déchets en milieu urbain
Pays	Cameroun
Durée totale	12 mois

## II. Contexte

### 1) Contexte général

Le Cameroun a un des taux d'urbanisation des plus élevés d'Afrique subsaharienne avec 55% de la population qui vit en zone urbaine en 2020 (projections à 70% en 2050 pour une population estimée à 34 millions d'habitants). Yaoundé et Douala représentent 27% de la population urbaine, contre 27% pour les villes secondaires ou moyennes et 29% pour les petites villes de moins de 50 000 habitants. Cet équilibre territorial, exception en Afrique, est un atout pour l'encadrement des villes et la planification urbaine stratégique.

Bien que la pauvreté au Cameroun soit surtout rurale avec 6 fois plus de pauvres qu'en milieu urbain, la croissance urbaine insuffisamment maîtrisée et les flux de déplacés internes conduit à une informalité importante de l'économie urbaine, la détérioration de l'accès aux services sociaux de base, des déplacements difficiles, des problèmes de pollution et d'assainissement de plus en plus aigus et une paupérisation accrue de certaines tranches de la population.

Le programme financé par l'Union Européenne (UE), « Cameroun villes vertes inclusives et durables », se concentre principalement sur la mise en œuvre de la priorité 3 du Programme indicatif multiannuel (PIM) 2021-2027 en République du Cameroun « Pacte vert, développement durable et action pour le climat », tout en contribuant également à la priorité 1 « Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation », en soutenant le processus de décentralisation et les capacités des autorités décentralisées, et à la priorité 2 « Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé ». Pour cela, l'Union européenne mobilise un budget de 24 millions d'euros.

L'objectif global du programme est d'améliorer le cadre de vie des populations urbaines, y compris et en particulier des femmes et des groupes vulnérables au Cameroun. Quatre objectifs spécifiques sont poursuivis :

OS1 : Renforcer la gouvernance du secteur urbain et le cadre de dialogue sur les aspects du développement urbain durable, inclusif et résilient face au changement climatique, en lien avec un processus efficace de décentralisation

OS2 : Améliorer l'accès des populations, notamment des femmes et groupes vulnérables, aux infrastructures et services de mobilité urbaine durable (y compris marche à pied améliorée et sécurisée) à Yaoundé

OS3 : Diminuer la pollution marine et fluviale liée à la consommation et à la production de déchets solides (notamment les déchets en plastique) à Douala

OS4 : Améliorer la résilience face au changement climatique et renforcer la participation citoyenne au développement urbain de Maroua.

## 2) Structuration du projet

Expertise France intervient spécifiquement sur l'OS1 : Renforcer la gouvernance du secteur urbain et le cadre de dialogue sur les aspects du développement urbain durable, inclusif et résilient face au changement climatique, en lien avec le processus de décentralisation (4,9 M€, sur 48 mois - 01/2023 - 12/2026), dans le cadre du **Projet Plateforme urbaine au Cameroun (PUC)**.

Objectif général du **Projet PUC** vise à **l'amélioration des politiques publiques en matière d'aménagement du territoire pour des villes durables et inclusives**.

Deux objectifs spécifiques (OS) ont été retenus pour atteindre cet objectif général, avec leurs résultats et groupes d'activités indicatives connexes :

- **Objectif spécifique 1 : Renforcer les mécanismes de gestion du territoire et de planification urbaine**
- **Objectif spécifique 2 : Améliorer la connaissance et renforcer l'accessibilité des données urbaines, incluant les enjeux d'inclusion et de résilience**

Dans le cadre de ce Projet, Expertise France a mis en place une équipe pluridisciplinaire (chef de projet, expert urbaniste, expert géographe, etc.) qui travaille étroitement avec les acteurs incontournables du développement urbain durable au Cameroun comme le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF), le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC), l'Association des Régions du Cameroun (ARC) ainsi que des collectivités territoriales (notamment Yaoundé, Douala, Maroua).

## 3) Contexte de l'activité

Le 17 avril 2024, lors de la deuxième réunion de la **Plateforme des acteurs de l'urbain** - un cadre physique et collaboratif central au **Projet PUC** -, les participants ont décidé de consacrer l'année 2025 à la thématique de la **gestion des déchets**. Ce choix stratégique reflète l'importance croissante de cette problématique dans les agendas locaux, nationaux et internationaux. En effet, la gestion des déchets est perçue comme un levier crucial pour promouvoir le **développement durable**, améliorer le **cadre de vie des populations** et réduire l'empreinte environnementale des villes.

Cette orientation s'inscrit dans une dynamique amorcée au sein de la Plateforme, où des échanges d'expériences et des ateliers de mutualisation des savoirs ont permis d'identifier des enjeux clés et de formuler des recommandations. Ces travaux collectifs ont conduit à l'élaboration d'un **plan d'actions sommaire**, visant une gestion des déchets inclusive, durable et efficace (voir Annexe XX)

### Les enjeux du secteur au Cameroun

La gestion des déchets au Cameroun fait face à des défis multidimensionnels, exacerbés par une croissance démographique rapide, une urbanisation incontrôlée et l'évolution des modes de consommation. Ces facteurs contribuent à une augmentation exponentielle des volumes de déchets solides et liquides, engendrant des problèmes complexes tels que :

- **L'incivisme environnemental**, avec des pratiques telles que le dépôt d'ordures sur la voie publique, l'écoulement des eaux usées dans les rues et le brûlage de déchets à ciel ouvert ;
- **Les impacts sanitaires**, notamment les maladies liées à la pollution de l'air, des sols et des eaux ;
- **Les conséquences environnementales**, avec une dégradation irréversible des écosystèmes urbains et naturels.

Ces enjeux sont reconnus dans la **Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND 30)**, qui identifie l'assainissement comme un secteur clé pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). En effet, la gestion intégrée des déchets a été identifiée par le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique de 2015 comme un levier clé pour réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à des mesures d'atténuation, tout en permettant la production d'énergie à travers la valorisation des déchets. Toutefois, ce secteur demeure freiné par des obstacles financiers, juridiques, institutionnels et organisationnels.

### Cadre institutionnel et défis opérationnels

Le secteur de la gestion des déchets au Cameroun est marqué par une multiplicité d'acteurs, ce qui engendre un conflit dans l'exercice des compétences. Parmi les institutions de planification et de contrôle figurent :

- **Les ministères sectoriels**, tels que le MINEPDED, le MINHDU, le MINDDEVEL, le MINEE et le MINSANTE ;
- **Les collectivités territoriales décentralisées (CTD)**, dans la pratique les communes d'arrondissement et les communautés urbaines sont confrontées à des conflits dans l'exercice de leurs compétences transférées ;
- **HYSACAM**, principal opérateur privé, souvent critiqué pour ses performances inégales dans les grandes agglomérations ;
- **Autres opérateurs privés (THYCHLOF et autres entreprises de pré-collecte)** depuis l'ouverture de l'activité à la concurrence (même si l'absence de régulation efficace limite l'impact positif de cette concurrence). A Douala, des entreprises sont opérationnelles en matière de pré-collecte depuis au moins 5 ans : GENELCAM (Douala 5<sup>ème</sup>), Cameroon Alert System (CAS) (Douala 4<sup>ème</sup>), BUILPABUSCO (Douala 3<sup>ème</sup>), les Services Camerounais d'Assainissement - SECA (Douala 1<sup>er</sup>), Enfin, Douala 2<sup>ème</sup> expérimente la pré-collecte en régie.
- **Les ONG et associations locales**, dont l'impact reste limité faute de coordination avec les institutions publiques.

L'absence d'une structure ou d'un système de coordination clair et efficace dans la pratique entraîne des chevauchements dans l'exercice des compétences des acteurs impliqués dans la gestion des déchets. En outre, à ce jour, aucun texte ne régit de manière holistique l'hygiène, la salubrité et la gestion des déchets au Cameroun, ce qui limite la portée des actions publiques.

### Cadre juridique et ambitions stratégiques

Le système repose sur un ensemble fragmenté de textes – conventions internationales, lois et décrets – dont l'application reste inégale. Notamment les textes non exhaustifs ci-dessous :

- Loi n° 96/12 du 5 août 1996 : Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement.
- Loi n° 2009/019 du 05 décembre 2009 : Portant fiscalité locale, introduisant une taxe pour financer les services tels que l'élimination des déchets.
- Loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 : Portant code général des collectivités territoriales décentralisées, réaffirmant les compétences des communes en matière de gestion des déchets.
- Décret n° 2001/165/PM du 08 mai 2001 : Précisant les modalités de protection des eaux contre la pollution par les déchets.
- Décret n° 2011/2582/PM du 23 août 2011 : Fixant les modalités de protection de l'atmosphère, incluant les émissions de méthane des décharges.
- Décret n° 2012/0882/PM du 27 mars 2012 : Fixant les modalités d'exercice des compétences transférées aux communes en matière d'environnement, y compris la gestion des déchets.
- Décret n° 2012/2809/PM du 26 septembre 2012 : Fixant les conditions de tri, de collecte, de transport, de récupération, de recyclage et de traitement des déchets.
- Décret n° 2019/7358/PM du 17 décembre 2019 : Fixant les modalités de centralisation et de répartition du droit d'accises spécial pour le financement de la gestion des déchets.
- Décret n° 2023/04186/PM du 24 juillet 2023 : Fixant les modalités de recouvrement et de répartition du produit du droit d'accises spécial pour la gestion des déchets.
- Arrêté n° 002/MINEPDED du 15 octobre 2012 : Fixant les conditions spécifiques de gestion des déchets industriels toxiques et/ou dangereux.
- Arrêté conjoint n° 004/MINEPDED/MINCOMMERCE du 24 octobre 2012 : Réglementant les emballages non biodégradables.
- Arrêté conjoint n° 005/MINEPDED/MINCOMMERCE du 24 octobre 2012 : Fixant les conditions de gestion des équipements électriques et électroniques ainsi que de leurs déchets.
- Note circulaire n° 096/C/CAB/MINEPDED du 10 avril 2014 : Relatif au contrôle de conformité et à la répression des contrevenants à l'arrêté conjoint sur les emballages plastiques.

En vertu du **Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CGCTD)**, les CTD jouent un rôle clé dans la gestion locale des déchets. Toutefois, les moyens techniques et financiers nécessaires pour exercer ces prérogatives font défaut. Le Cameroun aspire à une réforme en profondeur de ce cadre juridique et institutionnel. La SND 30 promeut notamment la libéralisation du marché de la gestion des déchets et la pénalisation de l'insalubrité. Ces objectifs nécessitent l'élaboration d'une **politique nationale claire**, accompagnée d'une **stratégie opérationnelle** qui mobilise l'ensemble des parties prenantes.

### **Vers une politique et une stratégie concertées**

Pour répondre à ces défis, la mission actuelle vise à élaborer une politique et une stratégie nationales pour l'hygiène, la salubrité et la gestion des déchets. Ces outils devront :

- Offrir une vision claire et réaliste du développement du secteur ;
- Définir un cadre de collaboration entre acteurs publics, privés et la société civile ;

- Proposer une organisation territoriale progressive des compétences de gestion des déchets vers l'intercommunalité et l'échelon régional ;
- S'aligner sur les principes de gestion écologique et durable en intégrant des mesures nationales d'atténuation aux changements climatiques.

Le processus sera coordonné par une **Commission de Suivi et de Recette Technique (CSRT)** et mobilisera tous les acteurs concernés pour garantir l'appropriation des outils proposés. La mission, sous la conduite du MINHDU et avec l'appui d'Expertise France agence de mise en œuvre du Projet PUC, consolidera la vision des acteurs dans un document cadre de référence.

Pour mener à bien cette mission, Expertise France recrute un consultant qui sera en charge de l'élaboration de la politique et de la stratégie - sous la conduite du MINHDU - ainsi que l'animation de la CSRT et des ateliers de consultation. La présente mission d'élaboration de la politique et de la stratégie en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun fait partie de l'activité 1.2 de la composante 1 (OS 1) du Projet PUC. Le présent cahier des charges élaboré de façon concertée lors de la première session du Groupe de travail/CSRT le 10 décembre 2024 constitue la base de référence pour orienter les travaux du consultant.

### III. Objet de la consultation

#### 1) Objectif général

L'objectif général de cette mission est d'élaborer les documents de **Politique et de Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun, ainsi que les documents de mise en œuvre (plan d'action et de vulgarisation)** afin d'apporter des solutions aux difficultés actuellement rencontrées dans le maintien de l'état de propreté des villes camerounaises.

#### 2) Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agira, à la lumière des Lignes Directrices Africaines sur les Politiques d'assainissement (LDAPA), du Guide méthodologique de planification stratégique du MINEPAT et du Projet de Loi portant sur l'hygiène, la salubrité publique et la gestion des déchets au Cameroun, (actuellement en cours d'élaboration par le MINHDU), de :

- ✓ **Compléter/actualiser le rapport diagnostic** du secteur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des déchets (Phase 1) réalisé dans le cadre de la mission d'assistance technique pour l'élaboration d'un projet de loi portant hygiène, salubrité publique et gestion des déchets au Cameroun et de ses textes d'application - en intégrant les aspects financiers et organisationnels du secteur.
- ✓ **Identifier, analyser et hiérarchiser les causes sous-jacentes et les problèmes juridiques, institutionnels, organisationnels, techniques et financiers**, à adresser pour améliorer durablement le problème public de la gestion des déchets municipaux solides ;
- ✓ **Déterminer les objectifs à atteindre pour résoudre le problème public de la gestion des déchets solides municipaux et définir les moyens d'actions possibles et les instruments ;**
- ✓ **Elaborer la Politique nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères (PNHSGOM)** conformément aux orientations contenues dans les LDAPA, le Guide méthodologique de planification stratégique du MINEPAT et le projet de Loi Portant sur l'hygiène, la salubrité publique et la gestion des déchets au Cameroun, (actuellement en cours d'élaboration par le MINHDU) ;

- ✓ **Elaborer la Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères (SNHSGOM)** qui découle de la politique ;
- ✓ **Elaborer le plan de mise en œuvre, budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation, de la PNHSGOM et de la SNHSGOM ;**
- ✓ **Accompagner la vulgarisation et l'appropriation de la politique et de la stratégie** à travers des activités de plaidoyer, des échanges entre acteurs/décideurs en vue de promouvoir les changements et l'élaboration d'un plan de communication pour la vulgarisation et l'appropriation de la politique et la stratégie par les acteurs du secteur ;
- ✓ **Préparer et animer les 6 réunions de la CSRT et les 3 ateliers de consultation/présentation des résultats auprès des territoires**, qui auront lieu à Yaoundé et dans les régions ;
- ✓ Préparer et présenter la Politique et la Stratégie aux membres de la Plateforme (a priori en avril 2026 ou lors de la session suivant l'achèvement des travaux préparatoires).

### 3) Résultats à atteindre

Les résultats attendus de la mission sont les suivants :

- Les causes sous-jacentes et les problèmes juridiques, institutionnelles, organisationnelles, techniques et financières à adresser pour améliorer durablement la gestion des ordures ménagères sont identifiées, analysées et hiérarchisées ;
- Les objectifs à atteindre pour résoudre le problème public de la gestion des déchets solides municipaux, les moyens d'actions possibles et les instruments sont définis ;
- La PNHSGOM est élaborée conformément aux orientations contenues dans les LDAPA, le Guide méthodologique de planification stratégique du MINEPAT et le projet de loi portant hygiène, salubrité publique et gestion des déchets au Cameroun et de ses textes d'application ;
- La SNHSGOM qui découle de la politique nationale est élaborée ;
- Le plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation de la PNHSGOM et la SNHSGOM est élaboré ;
- Le plan de communication, budgétisé et temporel, pour la vulgarisation et l'appropriation de la PNHSGOM et la SNHSGOM par les acteurs du secteur est élaboré.

## IV. Description de la mission et phasage

La mission sera subdivisée en **6 phases** :

### **Phase 1 : Démarrage de la mission**

Pour sa bonne mise en œuvre, une réunion de cadrage sera organisée, au cours de la phase de démarrage de la mission, entre le consultant, le Secrétariat Technique du Projet PUC (ST) et la Sous-direction de l'Assainissement et du Drainage au MINHDU (SDAD) sur la base **d'un rapport de démarrage préliminaire** afin de garantir une compréhension précise du périmètre, des objectifs, de la méthodologie, du calendrier de la mission, etc.

À l'issue, le **rapport de démarrage définitif** sera finalisé sur la base des observations faites par l'Equipe du Projet PUC et du MINHDU.

Le rapport de démarrage devra faire ressortir les éléments ci-après :

- ✓ Compréhension de l'étude ;

- ✓ Point sur les ressources documentaires mises à disposition et à collecter : architecture, classification du fonds, codification de la documentation et présentation d'une solution de mise à disposition de la documentation aux membres du groupe de travail ;
- ✓ Méthodologie proposée pour la collecte et l'analyse des données et l'élaboration de la politique, la stratégie et du plan de mise en œuvre (rappel des principes méthodologiques, principes de mobilisation des parties prenantes, etc.) ;
- ✓ Description précises et détaillées des activités à mener pour chaque phase et notamment sur les activités de plaidoyer (propositions concrètes et opérantes) ;
- ✓ Logistique à mettre en œuvre pour le bon déroulement de la mission ;
- ✓ Chronogramme de la mission y compris des ateliers de consultation/validation ;
- ✓ Annexes diverses (Calendrier définitif en cas de remaniement, fiches d'enquêtes, listes des personnes ressources à contacter, liste de base et enrichie/complétée des documents à exploiter, références bibliographiques).

Afin de faciliter le travail du consultant, le ST et la SDAD constitueront un corpus documentaire initial de base qui devra être enrichi et complété par le Consultant au regard de de son expertise dans le secteur et de son réseau local.

**Livrables à la phase 1 :**

- ✓ **Rapport de démarrage préliminaire - T0 + 15 jours**
- ✓ **Rapport de démarrage définitif - T0 + 1 mois**

**Phase 2 : enrichir le rapport diagnostic du secteur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des déchets - analyse de la problématique et définition des objectifs à atteindre**

Sur la base du rapport diagnostic qui est déjà élaboré dans le cadre de la mission d'assistance technique pour l'élaboration d'un projet de loi portant hygiène, salubrité publique et gestion des déchets au Cameroun et de ses textes d'application, en cours, il sera question d'identifier, collecter et évaluer/analyser de manière exhaustive toutes les données utiles dans l'objectif de produire un rapport diagnostic complet.

Ce dernier consistera entre autres à :

- ✓ **Présenter la situation actuelle de la gestion des déchets et des activités d'assainissement en général dans les villes** en ressortant les informations sur la caractérisation et la quantification des déchets solides, l'organisation des maillons de la chaîne (pré-collecte, collecte, traitement, valorisation) pour chaque type de déchets ainsi que les acteurs ;
- ✓ **Compléter le rapport diagnostic** du secteur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des déchets (Phase 1) réalisé dans le cadre de la mission d'assistance technique pour l'élaboration d'un projet de Loi portant hygiène, salubrité publique et gestion des déchets au Cameroun et de ses textes d'application - en intégrant les aspects financiers et organisationnels du secteur.
- ✓ **Identifier, analyser et hiérarchiser les causes sous-jacentes et les problèmes juridiques, institutionnels, organisationnels, techniques et financiers**, à adresser pour améliorer durablement le problème public de la gestion des déchets municipaux solides ;

- ✓ **Déterminer les objectifs à atteindre pour résoudre le problème d'intérêt général de la gestion des déchets solides municipaux et définir les moyens d'actions possibles et les instruments.**

Le diagnostic enrichi devra veiller à utiliser les outils du guide méthodologique de planification stratégique tels que la matrice FFOM, l'arbre à problème, l'arbre à solution, etc.

Sur la base du fonds documentaire enrichi (bibliographie issue du rapport de démarrage), il est attendu du Consultant une analyse objective et méthodique, qui sera complétée par un travail d'investigation de terrain à travers des entretiens semi-directifs auprès des acteurs intervenant dans le champ de l'hygiène et la salubrité en milieu urbain. Un accent sera mis sur la collecte des données auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) afin d'élargir l'analyse aux pratiques observées sur le terrain.

Une exploration des bonnes pratiques et partage des expériences (difficultés, leçons apprises et/ou expériences prometteuses) en matière de lutte contre l'insalubrité et de gestion des déchets solides municipaux seront recherchés à l'échelle locale, sous régionale et internationale afin d'être contextualisés/généralisés. Cela permettra d'enrichir la définition des moyens d'actions possibles et les instruments à développer.

#### **Mode opératoire de consultation/validation :**

Il se fera à deux (2) échelles :

- Un **atelier de « consultation des territoires »** élargie avec les parties prenantes (CTD, services déconcentrés des ministères, organisation de la société civile, etc.) devra être organisé pour présenter les éléments structurants de cette première version du rapport diagnostic et recueillir les apports et avis de l'ensemble des parties prenantes avant l'organisation de la **session de validation avec la CSRT**. Le nombre de personnes conviées à l'atelier sera d'environ 100,
- A l'issue, **une session de validation sera organisée au MINH DU avec la CSRT**, elle réunira 25 personnes maximum. Ce rapport aura été joints aux courriers d'invitation minimum 15 jours avant la tenue de cette session de validation. Cette étape permettra, outre de valider le rapport diagnostic final, de donner suite à la formulation concertée des objectifs à atteindre et moyens d'actions possible en vue d'aller vers l'élaboration de la Politique Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun.

Le Consultant livrera le **rapport diagnostic définitif complété et assorti des objectifs à atteindre pour résoudre la problématique de la gestion des déchets solides municipaux et des moyens d'actions et instruments possibles**, incluant les apports de fonds et commentaires de la CSRT.

#### **Livrables à la phase 2 :**

- ✓ **Rapport diagnostic provisoire (pour organisation atelier de consultation) - T1 + 3 mois**
- ✓ **Rapport diagnostic intermédiaire (pour organisation de la CSRT, prenant en compte l'atelier de consultation) - T1 + 3,5 mois**
- ✓ **Rapport diagnostic complété (versions française et anglaise) - T1 + 4 mois**



### **Phase 3 : Elaboration de la Politique Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et gestion des ordures ménagères au Cameroun**

En s'appuyant sur le diagnostic, les objectifs à atteindre et les moyens d'actions possibles, le consultant formulera de manière détaillée des orientations sur la structuration du secteur et élaborera la Politique Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et gestion des ordures ménagères (PNHSGOM) au Cameroun à travers les principaux objectifs à atteindre.

L'ambition de la PNHSGOM sera de structurer l'ensemble du secteur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun autour d'un projet de développement réaliste.

En tenant compte de la typologie des déchets, ces orientations viseront à promouvoir la gestion durable des déchets en apportant des solutions aux problèmes institutionnels, juridiques, organisationnels, financiers, techniques, etc. rencontrés dans le maintien de la salubrité en milieu urbain.

Plus spécifiquement, la politique visera à :

→ **Définir la vision gouvernementale** (les aspirations et les résultats escomptés) en matière d'hygiène, de salubrité et gestion des déchets, en établissant le lien entre ladite vision et les orientations de développement internationales et nationales ;

→ **Définir des objectifs chiffrés et des indicateurs** de développement pour la lutte en faveur de la salubrité. Quels objectifs se fixe-t-on en matière, notamment, d'élimination des décharges sauvage, d'éradication du dépôt anarchique ? De niveau de traitement des déchets solides municipaux ? de valorisation des déchets, d'accès au service de ramassage des déchets, de mobilisation des ressources financières, Et à quelles échéances de temps ?

La Politique Nationale définira donc des objectifs mesurables, assortis d'échéances claires. Par exemple, réduire de 30 % les décharges sauvages d'ici 2028, augmenter de 40 % le taux de valorisation des déchets solides d'ici 2030 et garantir un accès au service de collecte des déchets pour 90 % des ménages urbains d'ici 2032. Ces objectifs seront accompagnés d'indicateurs de performance clés (KPI), tels que le pourcentage de déchets collectés et valorisés, le taux de satisfaction des usagers ou encore la diminution des impacts environnementaux liés aux décharges sauvages.

→ **Définir l'organe ou l'institution en charge du pilotage du secteur et proposer un cadre institutionnel propice à l'atteinte des objectifs de la politique.** Quelle institution existante (ou à créer) est la plus à même de superviser le secteur, en particulier en termes de planification, de mobilisation de financements et de suivi des progrès réalisés ? Un cadre organisationnel sera inclus dans la PNHSGOM. Ce cadre organisationnel identifiera les responsabilités précises des acteurs clés (CTD, ministères sectoriels, opérateurs privés, ONG) et précisera leurs interactions. Il servira de base pour assurer une répartition claire et cohérente des compétences, en évitant les chevauchements ou les lacunes. Cette clarification renforcera la coordination interinstitutionnelle et facilitera la mise en œuvre des actions définies dans la stratégie.

- **Définir les outils indispensables à la mise en œuvre de la politique tel que** : les plans communaux de la gestion des déchets, et autres. Etablir le lien entre ces outils et les stratégies et politiques sectorielles ainsi que les autres outils de planification.
- Fixer les éventuelles **adaptations nécessaires du cadre institutionnel et juridique**, en particulier pour préciser les rôles et responsabilités des acteurs et mettre en **cohérence** leurs interventions.
- **Fixer les principes directeurs du secteur**, notamment en matière de recouvrement des coûts d'exploitation des services, d'accessibilité au service, d'équité, d'inclusion, de partage des compétences et d'articulation entre les acteurs publics et privés.
- **Définir les priorités pour accroître les capacités d'intervention**, notamment en termes de **besoins d'harmonisation** des approches qui peuvent être disparates et en termes **d'augmentation des financements** disponibles pour le secteur.

L'accent devra être mis sur les mesures qui faciliteront la mise en œuvre effective :

- des principes de gestion durable des déchets ;
- du développement de l'économie circulaire ;
- de la professionnalisation des acteurs du secteur ;
- du renforcement des capacités des organismes d'exécution (Collectivités Territoriales Décentralisées, ONG, OSC, etc.) ;
- de la mobilisation des ressources financières ;
- de la gouvernance du secteur au plan institutionnel, juridique, financière, technique et pratique ;
- du suivi des activités au niveau local et national ainsi que toutes autres actions qui permettront d'optimiser le fonctionnement de ce secteur.

La PNHSGOM sera un document de référence pour l'ensemble des acteurs concernés. Parce qu'elle dégage les grandes lignes d'une vision commune et qu'elle résume les principes d'intervention communs à l'ensemble du secteur, la PNHSGOM sera volontairement synthétique.

#### **Mode opératoire de consultation/validation :**

Il se fera à deux (2) échelles :

- Un **atelier de « consultation des territoires »** élargie avec les parties prenantes (CTD, services déconcentrés des ministères, organisation de la société civile, etc.) devra être organisé pour présenter les éléments structurants de cette première version de la Politique et recueillir les apports et avis de l'ensemble des parties prenantes avant l'organisation de la **session de validation avec la CSRT**. Le nombre de personnes conviées à l'atelier sera d'environ 100,
- A l'issue, une session de validation de la Politique sera organisée au MINH DU avec la CSRT, elle réunira 25 personnes maximum. Le document de Politique aura été joint aux courriers d'invitation minimum 15 jours avant la tenue de cette session de validation. Cette étape permettra, outre de valider la Politique, de donner suite pour la formulation concertée de la Stratégie en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun.

**Livrables à la phase 3 :**

- ✓ **Version provisoire de la Politique Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun (pour la tenue des ateliers de concertation) - T2 + 3 mois**
- ✓ **Politique Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun (versions française et anglaise) - T2 + 4 mois**

**Phase 4 : Elaboration de la Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun**

En s'appuyant sur le document de politique, le consultant élaborera la Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères (SNHSGOM) au Cameroun qui définira le plan de mise en œuvre temporel et budgétisé à opérationnaliser pour atteindre les objectifs nationaux fixés.

La stratégie permettra de définir les axes, méthodes et moyens d'intervention. Elle s'appuiera sur les principes directeurs décrits dans le Guide Méthodologique de Planification Stratégique (MINEPAT), notamment la **flexibilité** pour adapter les orientations aux réalités locales, la **participation des parties prenantes** pour assurer leur appropriation, la **sélectivité** pour hiérarchiser les priorités et le **réalisme** pour garantir la faisabilité des actions proposées.

Comme le secteur de l'hygiène, de la salubrité et de la gestion des ordures ménagères revêt des spécificités pour chaque problématique (déchets liquides, déchets dangereux, déchets solides, éducation et sensibilisation à l'hygiène, etc.), un niveau de détail supérieur à celui de la PNHSGOM est nécessaire. La politique aura besoin d'être déclinée en plusieurs stratégies sous-sectorielles.

Les sous-secteurs, en fonction des enjeux spécifiques, pourront faire référence aux différentes catégories de déchets devant être assainis (déchets liquides, déchets solides, eaux pluviales, déchets spéciaux et transfert de compétences), aux différentes configurations de l'habitat (rural, urbain, périurbain, petites villes), etc. Quel que soit la catégorisation sous-sectorielle retenue, la stratégie comportera des orientations stratégiques et un plan d'actions.

Plus spécifiquement, la stratégie visera à :

- **Définir le périmètre des sous-secteurs ciblés par la stratégie.** Par exemple, quels sont les enjeux (issus de l'état des lieux préalable) et activités ciblés par une stratégie de gestion des déchets solides municipaux ? Par une stratégie sur l'hygiène ?
- **Définir les rôles et responsabilités des différents acteurs.** Pour chacun des niveaux administratifs (communal, régional, national), qui est en charge de la planification du sous-secteur ? De sa coordination ? Du suivi-évaluation ? Du renforcement des capacités ?
- **Préciser les approches technologiques les plus pertinentes.** Quelles sont les solutions techniques les mieux adaptées ? Dans quels contextes et en réponse à quels critères ?

- **Préconiser des modes de gestion** susceptibles d'améliorer durablement la qualité des services. Le mode de gestion doit-il être harmonisé sur l'ensemble du territoire national ? Le mode de gestion doit-il dépendre des spécificités des collectivités ?
- **Définir les mécanismes de financement du sous-secteur.** Quelles sont les sources de financement envisageables pour le financement des investissements et des charges d'exploitation ? Comment les mobiliser ? Quels sont les critères d'éligibilité pour en bénéficier ? Quelle tarification mettre en place ?
- **Définir les approches en matière d'intermédiation sociale.** Quelles sont les démarches à mettre en œuvre en matière de sensibilisation et de promotion ? Qui sont les acteurs cibles à privilégier ?
- **Définir un plan d'actions.** Quelles sont les actions prioritaires à mettre en œuvre, en particulier à court et moyen terme ? Quels sont les acteurs impliqués ? Selon quelles échéances ? Et sur la base de quel budget ?

Le Consultant pourra prendre, comme document de référence, la « Stratégie Nationale de la gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés 2020-2030 » de la Tunisie.

La stratégie devra s'appuyer sur les objectifs définis dans la phase précédente pour formuler des choix stratégiques clairs, réalistes et alignés sur les principes directeurs du guide méthodologique de planification stratégique (flexibilité, sélectivité, participation et réalisme).

Les résultats attendus devront être assortis d'indicateurs SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporels) pour évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre.

Le consultant devra :

- Utiliser un cadre logique structurant pour garantir une cohérence méthodologique. Ce cadre devra démontrer la relation entre les objectifs stratégiques, les résultats attendus, les actions planifiées, et les indicateurs de performance."
- Intégrer des éléments de gestion axée sur les résultats, en mettant en avant les mécanismes pour suivre les progrès réalisés.

Aussi, la Stratégie devra s'appuyer sur les plans communaux de gestion des déchets (PCGD), actuellement développés au sein des communes. Ces documents quinquennaux disposent d'indicateurs puissants à l'échelle locale, qui pourront servir de base pour développer les indicateurs nationaux.

#### **Mode opératoire de consultation/validation :**

Il se fera à deux (2) échelles :

- Un **atelier de « consultation des territoires »** élargie avec les parties prenantes (CTD, services déconcentrés des ministères, organisation de la société civile, etc.) devra être organisé pour présenter les éléments structurants de cette première version de la Stratégie et recueillir les apports et avis de l'ensemble des parties prenantes avant l'organisation de

la **session de validation avec la CSRT**. Le nombre de personnes conviées à l'atelier sera d'environ 100,

- A l'issue, une **session de validation** de la Stratégie sera organisée au MINHDU avec la CSRT, elle réunira 25 personnes maximum. Le document de Stratégie aura été joints aux courriers d'invitation minimum 15 jours avant la tenue de cette session de validation. Cette étape permettra, outre de valider la Stratégie, de donner suite pour la formulation concertée du plan de mise en œuvre de la Politique et de la Stratégie.

En fonction du positionnement de la fin de la mission dans le calendrier annuel du Projet PUC, le Consultant présentera les grandes lignes de la Politique et de la Stratégie lors de la prochaine réunion des acteurs de l'urbain, une des activités phares du Projet PUC.

Sur la base du document final et définitif de la Stratégie (et de Politique dans la phase précédente), le Consultant proposera un document synthèse de ces deux documents. Ils seront validés par le ST et la SDAD du MINHDU.

#### **Livrables à la phase 4 :**

- ✓ **Version provisoire de la Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, de la salubrité et de la gestion des ordures ménagères au Cameroun (pour la tenue des ateliers de concertation) – T3 + 1 mois**
- ✓ **Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, de la salubrité et de la gestion des ordures ménagères au Cameroun (versions française et anglaise) - T3+1,5 mois**
- ✓ **Synthèse de la Politique et de la Stratégie (versions française et anglaise) - T3+2 mois**

#### **Phase 5 : Elaboration du plan de mise en œuvre de la Politique et de la Stratégie budgétisé et temporel assorti d'un dispositif de suivi-évaluation**

La phase 4 vise à transformer les recommandations stratégiques et opérationnelles de la Politique et de la Stratégie en outil d'opérationnalisation partagé de l'ensemble des actions de la démarche stratégique.

Le consultant proposera alors un **plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti d'un dispositif de suivi-évaluation y compris de gouvernance**, concret et réaliste pour mettre en œuvre la vision de la Politique et de la Stratégie dans le secteur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères. Ayant pour fonction de planifier les actions et suivre leur avancement, il sera le document de référence - outil exploitable et opérant - pour toutes les parties prenantes du secteur. Ainsi, il permettra de responsabiliser les parties prenantes, anticiper les obstacles, et assurer une maîtrise des changements fixés dans le secteur.

Le plan d'actions devra inclure une planification temporelle et budgétaire pluriannuelle, conformément aux outils du guide méthodologique. Les actions devront être classées par ordre de priorité, en tenant compte de leur impact potentiel et de leur faisabilité opérationnelle.

La composante « suivi-évaluation » de ce plan de mise en œuvre permettra de faciliter le monitoring de l'implémentation des actions préconisées.

Une attention particulière sera portée à l'identification d'indicateurs de suivi et d'évaluation pertinents et mesurables. Ces indicateurs permettront de mesurer les progrès réalisés tout au long de la mise en œuvre du plan d'actions. Ils serviront de base objective pour évaluer l'efficacité des changements apportés et ajuster le plan si nécessaire.

Ce plan de mise en œuvre, sous format Excel, inclura à minima :

- ✓ Les objectifs ou leviers d'actions ;
- ✓ La liste des actions formulées clairement et classées par grands objectifs ;
- ✓ La liste des tâches précises par actions ;
- ✓ Une séquence chronologique des étapes à suivre avec un calendrier de mise en œuvre réaliste et réalisable ;
- ✓ Des responsabilités clairement définies pour chaque acteur impliqué ;
- ✓ Une estimation des ressources nécessaires détaillée ;
- ✓ Un outil de contrôle et d'évaluation (indicateurs) simple et précis.

Les mécanismes de financement durable devront être ajoutés comme un volet spécifique dans la structure du plan Excel, avec une description dans le texte associé à cette phase.

Le plan de mise en œuvre inclura ainsi un volet dédié aux mécanismes de financement durable, détaillant les sources potentielles de financement pour les actions identifiées. Ce volet explorera :

- Les contributions nationales, telles que les redevances, taxes locales, et subventions allouées par les CTD ;
- Les partenariats internationaux avec des bailleurs de fonds, incluant des subventions, des prêts concessionnels et des financements innovants ;
- Des modalités telles que le financement par les résultats et les partenariats public-privé. Ces informations seront organisées dans une section spécifique du fichier Excel, permettant une répartition claire des sources de financement par action et un suivi précis des engagements financiers.

### **Mode opératoire de consultation/validation :**

Une des clés du succès pour l'opérationnalisation d'un plan de mise en œuvre est d'impliquer les principales parties prenantes concernées dans sa validation, pour que toutes s'approprient la démarche. Notamment, l'objectif est de garantir une mise en œuvre efficace des recommandations en évitant toute ambiguïté dans la responsabilité des parties prenantes.

**Une session de validation avec la CSRT** sera organisée pour recueillir ses apports et avis. Le nombre de personnes conviées à la session de validation sera de 25 personnes maximum.

Le plan de mise en œuvre, en copie physique dans un format lisible (si nécessité d'un format A3 ou A2 pliable, le cas échéant) aura été joint aux courriers d'invitation de la CSRT minimum 15 jours avant la tenue de cette session de validation. Cette étape permettra, outre de valider le plan de mise en œuvre, de donner suite pour la formulation concertée du Plan de communication pour la

vulgarisation et l'appropriation de la Politique et la Stratégie par les acteurs du secteur et les actions de plaidoyer.

**Livrables à la phase 5 :**

- ✓ **Plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation provisoire - T4 + 0,5**
- ✓ **Plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation final (versions française et anglaise) - T4 + 1**

**Phase 6 : élaboration d'un plan de communication pour la vulgarisation et l'appropriation de la Politique et la stratégie par les acteurs du secteur et actions de plaidoyer**

Afin de vulgariser ces documents auprès de tous les acteurs du secteur, un plan de communication qui s'appuiera entre autre sur la Plateforme des acteurs de l'urbain et la Plateforme digitale collaborative sera élaboré par le Consultant y compris contenant un budget et un calendrier de mise en œuvre.

Parallèlement à l'élaboration du document, des activités de plaidoyer seront conduites afin de sensibiliser et mobiliser les acteurs concernés en faveur des changements proposés.

Ces activités - qui seront définies dans le rapport de cadrage de la mission - incluront **des échanges ciblés entre acteurs et décideurs** les mieux indiqués pour favoriser une compréhension approfondie des enjeux, assurer un soutien technique et promouvoir les changements.

**Mode opératoire de consultation/validation :**

**Une session de validation avec la CSRT** sera organisée pour recueillir ses apports et avis sur le plan de communication. Le nombre de personnes conviées à la session de validation sera composée de 25 personnes maximum.

Le plan de communication aura été joint aux courriers d'invitation minimum 15 jours avant la tenue de cette session de validation. Cette étape permettra, outre de valider le Plan de communication, de préciser l'approche des activités de plaidoyer à conduire immédiatement avec la validation du plan de communication.

**Livrables à la phase 6 :**

- ✓ **Plan de communication provisoire pour la vulgarisation et l'appropriation de la Politique et de la Stratégie par les acteurs du secteur - T5 + 0,5 mois**
- ✓ **Plan de communication final pour la vulgarisation et l'appropriation de la Politique et de la Stratégie par les acteurs du secteur (versions française et anglaise) - T5 + 0,5 mois**

## V. Mobilisation des acteurs

La PNHSGOM et la SNHSGOM n'impacteront les pratiques pour un réel changement des comportements que si tous les principaux acteurs du secteur contribuent à leur élaboration et les acceptent collectivement. C'est aussi la garantie de l'implication de ces acteurs dans la mise en œuvre des documents sectoriels.

L'élaboration de la PNHSGOM et de la SNHSGOM consistera à rédiger, en concertation avec les principaux acteurs concernés, les documents qui fixent les objectifs et les orientations stratégiques pour les années à venir.

La consultation régulière de ces acteurs est fondamentale : elle permet d'élaborer une politique et une stratégie sur la base d'une progression rythmée par des moments réguliers de validation. L'objectif d'une telle démarche est double : d'une part, faire du processus d'élaboration de la Politique et de la Stratégie, un exercice pédagogique pour tous et, d'autre part, de disposer à l'issue du processus, de documents faisant l'objet d'un consensus global, facilitant ainsi l'étape de validation et d'appropriation des documents finaux pour une mise en œuvre effective.

La stratégie de mobilisation des acteurs se fera à 2 échelles :

- **La Commission de Suivi et de Recette Technique (CSRT)** se réunira sous forme de **sessions de validation** (dispositif de validation) l'issue de chaque phase de mise en œuvre de la mission, soit **5 sessions** sur l'ensemble de la mission. Son rôle est d'examiner et approuver les livrables structurants établis par le Consultant avec la contribution de la CSRT.

Idéalement, la Politique doit faire l'objet d'une loi votée par le Parlement, parce qu'elle contient des dispositions qui devront être traduites dans la législation nationale et qui impacteront d'autres textes existants: par exemple, s'il s'agit de statuer sur les délits, de définir des contraventions, de prévoir des amendes, des redevances, s'il s'agit de créer un statut pour les agents d'assainissement, s'il s'agit d'inscrire certaines dépenses au budget national, s'il s'agit de modifier les compétences des communes, etc.

Ce dispositif de validation sous forme de CSRT à toutes les étapes est la garantie que la mission se déroulera dans les meilleures conditions. Un haut niveau de représentation sera nécessaire ainsi qu'un engagement de la part des institutions concernées à y participer tout au long de la mission.

La CSRT correspondra au groupe de travail en charge de mener des **réflexions sur les solutions durables pour l'amélioration de la gestion des déchets ménagers dans la ville de Yaoundé**. Ce groupe de travail créé par le MINH DU en juillet 2024, est déjà opérationnel en s'étant réuni 6 fois.

Composition de la CSRT	Session de validation
<p>La composition de la CSRT sera déterminée d'un commun accord au moment de la réunion de cadrage de la mission.</p> <p>La validation sera faite par un groupe restreint composé du: MINH DU, MINEPDED, MINEPAT, MINSANTE,</p>	1. Rapport diagnostic complété
	2. Politique en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun
	3. Stratégie en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun
	4. Plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation



<p>MINDDEVEL, MINMIDT, ARC, CVUC, etc.</p> <p>Les réunions de la CRST pourront être élargies à d'autres membres pour consultation des avis en fonction du livrable à examiner, sachant que le nombre maximal est de 25 personnes par session de validation.</p>	<p>5. Plan de communication pour la vulgarisation et l'appropriation de la Politique et de la Stratégie pour les acteurs du Secteur</p>
---	---

- La **consultation auprès des territoires** se fera sous la forme « **d'ateliers de consultation des territoires** ». En effet, le code général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) transfère à ces dernières les compétences opérationnelles en matière de d'hygiène, de salubrité et de gestion des déchets, faisant d'elles les principaux acteurs d'exécution des orientations stratégiques définies au niveau national pour développer ce secteur. L'association des CTD au processus d'élaboration de la PNHSGOM et la SNHSGOM permettra de faciliter l'appropriation desdits documents au niveau régional et local, ainsi que la mise en œuvre des actions stratégiques. Aussi, certaines CTD de choix mettront en lumière leur retour d'expérience sur le terrain sur certains aspects spécifiques (CUI, CUD par exemple). A cet égard, des concertations régionales seront organisées avant la validation des livrables de chaque phase pour recueillir leurs avis et s'assurer de la prise en compte des défis auxquels ils sont confrontés dans l'exercice des compétences qui leur ont été transférés dans ce secteur.

Composition des ateliers de consultation des territoires	Ateliers en lien avec la phase/livrables	Lieux
A définir (CTD, services déconcentrés des ministères, organisations de la Société civile etc.) (Environ 100 pers.)	Présentation des éléments structurant de la V1 du rapport diagnostic enrichi et recueil des apports (collecte des données supplémentaires)	A définir
	Présentation des éléments structurant de la V1 de la Politique Nationale et recueil des apports	A définir
	Présentation des éléments structurants de la 1 de la Stratégie Nationale et recueil des apports.	A définir

#### **Préparation des « sessions de validation » et des « ateliers de consultation des territoires »**

Les livrables à analyser par la CSRT seront fournis par le Consultant (version « bon à tirer », en langue française) au Secrétariat Technique afin d'être joints aux invitations **au moins 15 jours avant la tenue de chaque session de la CSRT.**

Le consultant élaborera des **canevas détaillés** du déroulé de chaque session/atelier adapté au regard de la thématique à aborder. Ces canevas incluront une structure claire, des objectifs précis, des points à aborder, la méthodologie d'animation ainsi que des activités interactives/exercices favorisant la

participation active des participants. Les supports de présentation sous format power point seront conçus de manière à faciliter la compréhension des enjeux et à susciter des échanges fructueux.

**Les canevas et supports de présentation seront transmis dans leur version finale (après allers-retours avec le ST) au ST au moins 7 jours avant la tenue de chaque session/atelier.** Cette anticipation permettra aux membres de l'équipe de s'approprier le contenu, de contribuer à son enrichissement, à sa mise en page et d'assurer une préparation adéquate des membres de la CSRT et des ateliers. Tout ajustement ou complément pourra être discuté et intégré avant la tenue de l'événement.

#### **Coordination lors des « sessions de validation » et des « ateliers de consultation des territoires »**

Lors des sessions et ateliers, **le Consultant assurera l'animation et la coordination** des différentes parties en veillant à respecter le planning établi. Il encouragera la participation active, favorisera les échanges constructifs, et s'assurera que les objectifs fixés pour chaque atelier soient atteints. Le ST apportera un soutien logistique et administratif pour garantir le bon déroulement des sessions et ateliers.

**Les restitutions** seront réalisées de manière synthétique en mettant en lumière les points saillants des discussions, les conclusions importantes, et les éventuelles décisions prises. Le consultant s'assurera que les restitutions reflètent fidèlement les débats et intègrent les retours des participants. Ces restitutions seront partagées avec l'ensemble des parties prenantes et **leur prise en compte garantira la validation des rapports finaux produits à la fin de chaque phase.**

La prise en charge des frais liés à **l'organisation logistique** (location et adaptation du lieu, repas, kits, etc.), à **la mobilisation des participants/intervenants** (transports et autres frais), à **la reproduction des supports** et à **la traduction de l'ensemble des documents** définitifs produits **en version anglais incombera au consultant.**

## **VI. Lieu, Durée et Modalités d'exécution**

- 1) **Lieu :** La prestation sera réalisée en présentiel au Cameroun et sur le lieu du siège social du Consultant.
- 2) **Période de mise en œuvre : 12 mois** y compris les délais de validation. Le consultant s'engage à démarrer les études, dans un délai d'un mois au plus tard, après la signature du contrat.
- 3) **Date de démarrage estimée :** Juin 2025
- 4) **Date de fin :** Juillet 2026
- 5) **Durée estimée de la mission :** le volume de la mission est estimé à 410 hommes/jours au total (donné à titre indicatif) sur une période de 9,5 mois. Néanmoins, le consultant pourra arbitrer et trouver un meilleur équilibre sur cette répartition. Par ailleurs, il proposera un calendrier précis du déroulement de la prestation dans son offre.
- 6) **Planning/calendrier :**

Durée de la phase		Activités et Livrables	Date de rendu	Date de remise des livrables	Délai de validation des rapports
		Démarrage de l'étude - Ordre de service			
Phase 1	1	Démarrage de la mission	T0 + 1 mois		
		<i>Rapport de démarrage définitif</i>		T0 + 1 mois	0,5 mois
Phase 2	3	Complément du rapport diagnostic du secteur de l'hygiène, de la salubrité et la gestion des déchets – analyse du problème public et définition des objectifs à atteindre	T1 + 3 mois		
		<i>Rapport diagnostic complété</i>		T0 + 4 mois	1 mois
Phase 3	3	Elaboration de la Politique Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun	T2 + 3 mois		
		<i>PNHSGOM</i>		T0 + 7 mois	1 mois
Phase 4	1,5	Elaboration de la Stratégie Nationale en faveur de l'hygiène, la salubrité et la gestion des ordures ménagères au Cameroun	T3 + 1,5 mois		
		<i>SNHSGOM</i>		T0 + 8,5 mois	0,5 mois
		<i>Résumé de la Politique et de la Stratégie</i>		T0 + 9 mois	0,25 mois
Phase 5	0,5	Elaboration du plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation de la Politique et de la Stratégie	T4 + 0,5 mois		
		<i>Plan de mise en œuvre budgétisé et temporel assorti des indicateurs de suivi-évaluation de la Politique et de la Stratégie</i>		T0 + 9 mois	0,25 mois
Phase 6	0,5	Elaboration d'un plan de communication pour la vulgarisation et l'appropriation de la Politique et la stratégie par les acteurs du secteurs et activités de plaidoyer	T5 + 0,5 mois		
		<i>Plan de communication pour la vulgarisation et l'appropriation de la Politique et de la stratégie par les acteurs du secteur</i>		T0 + 9,5 mois	0,25 mois

## 7) Dispositif de suivi et de validation des livrables

Le dispositif de suivi et de validation des rapports se présente suivant le phasage ci-après :

- Les **ateliers de consultation des territoires** et les **sessions de validation** seront l'occasion de consulter les parties prenantes associées à la mission sur les propositions du consultant pour chacune des phases associées en fonction ;
- Sur la base des observations et recommandations émanent des ateliers de consultation et des sessions de validation, le consultant corrigera et transmettra les différents livrables de la

mission au Secrétariat Technique. La CSRT sera associée à chaque phase de la mission pour accompagner, suivre et contribuer activement aux travaux du consultant.

Les frais d'organisation des ateliers seront à la charge du consultant, qui prendra toutes les dispositions pour doter chaque participant d'un kit documentaire.

**NB :** La firme ou Consultant exécutera le contrat à Yaoundé et devra disposer de tous les outils (ordinateurs, téléphone, reprographie, etc.) nécessaires à la bonne conduite de la mission.

## **8) Coordination**

Le consultant désignera un interlocuteur unique (Chef de mission) pour la mise en œuvre de sa mission. Une réunion de lancement se tiendra au démarrage de la prestation. En amont, le consultant se sera mis en relation avec les interlocuteurs utiles pour préparer sa mission.

Une coordination étroite avec l'équipe du projet Plateforme Urbaine au Cameroun via le ST du projet ainsi que la SDAD du MINHDU devra impérativement être mise en place dès la préparation de la mission et jusqu'à sa finalisation.

Pour le projet Plateforme Urbaine au Cameroun, Mme Célia LIEGEOIS, Expert urbaniste, [celia.liegeois@expertisefrance.fr](mailto:celia.liegeois@expertisefrance.fr) et M. Guy TCHAKAM, urbaniste chargé de mission, [guy.tchakam@expertisefrance.fr](mailto:guy.tchakam@expertisefrance.fr) seront les principaux interlocuteurs.

## **9) Processus de maîtrise des modifications**

Dès la réunion de cadrage, le processus de maîtrise des modifications sera partagé avec le consultant, qui devra s'aligner sur les habitudes de fonctionnement de l'équipe Projet. Les membres de l'équipe, travaillant sur plusieurs activités en parallèle, il est essentiel que les pratiques en gestion des modifications soient homogènes au sein du Projet, pour faciliter le bon déroulement des activités.

Cet outil de travail visera à améliorer la coordination/structuration, division des tâches, recueil des demandes de modifications et l'optimisation dans le traitement des modifications en permettant leur regroupement.

Le consultant s'alignera et respectera également le référencement strict des documents dans les échanges avec l'équipe technique.

# **VII. Expertise et profil demandés**

## **1) Consultant ou groupement de consultants**

Compte-tenu du caractère multisectoriel de l'étude, l'équipe qui sera chargée de l'exécution des prestations du présent marché devra être pluridisciplinaire et comporter des profils de formation et d'expériences adéquats, permettant de réaliser le travail dans les règles de l'art.

Le consultant, ou groupement, devra justifier des qualifications et expériences suivantes :

- ✓ au moins trois (3) missions similaires à chacune des 3 activités (élaboration d'une politique, d'une stratégie et de plan de mise en œuvre budgétisé et temporel) ;
- ✓ Expérience avérée (plus de 10 années) en droit de l'environnement ;

- ✓ avoir conduit des missions similaires dans des pays aux conditions identiques (institution très centralisée, multiplicité des acteurs institutionnels dont les mandats sont poreux, enchevêtrement des textes légaux etc.) en matière d'élaboration de politique et de stratégie dans le champ de la gestion des déchets ;
- ✓ la connaissance du contexte camerounais serait un atout majeur.

## 2) Profils des experts mobilisés

Le consultant constituera une équipe pluridisciplinaire et multiculturelle ayant des profils correspondants à l'étendue de l'étude, et disposant d'une expérience confirmée dans des études similaires pour le compte du secteur privé ou public.

L'équipe sera encadrée par un **chef de mission**, Génie Sanitaire, Génie rural, eau et assainissement ou Génie Civil (spécialisé dans la gestion des déchets), professionnel de haut niveau. Il devra disposer d'une expérience confirmée d'au moins 12 ans dans l'élaboration des documents de réformes institutionnelles dans les secteurs de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Il devra avoir conduit en tant que chef de mission au moins quatre missions similaires dans le domaine de l'assainissement en général et de la gestion des déchets en particulier, dans des contextes géographiques similaires.

Le chef de mission (CM) du projet assurera la direction technique et la coordination des experts clé (EC) et des experts d'appui (EA) et veillera à ce que toutes les tâches prévues dans chaque phase de l'étude soient exécutées dans leurs délais. Il sera, en outre, chargé de diriger la présentation des travaux pendant les sessions de travail avec les parties prenantes et lors de la présentation des résultats auprès de la Plateforme. Il sera l'interlocuteur principal d'Expertise France.

Le consultant devra disposer dans son équipe au minimum des profils suivants, présentant les diplômes et le nombre d'années d'expérience suivant. Les spécialités demandées étant très spécifiques, elles pourront être modulées par la justification de l'expérience professionnelle si le diplôme ne correspond pas par exemple. Les compétences d'un spécialiste donné peuvent couvrir plusieurs expertises différentes. Le consultant, en fonction de la méthodologie adoptée, pourra proposer des profils complémentaires s'il le juge nécessaire. Un des experts devra démontrer une expérience préalable dans l'intégration des aspects genre et la prise en compte des enjeux de diversité et d'inclusion dans des projets similaires.

	Poste	Formation et Expériences requises	Nb années
CM	Chef de mission	<i>Spécialiste en stratégie et planification sectorielle</i>  <i>Bac+5 ou Bac+8 en sciences politiques, économie, ingénierie environnementale/sanitaire/rural eau et assainissement /Civil, ou gestion publique.</i>  Expérience professionnelle : <ul style="list-style-type: none"><li>• Minimum 15 ans d'expérience, avec au moins 3 projets d'élaboration de stratégies ou politiques nationales ou sectorielles.</li><li>• Expérience avérée dans la coordination d'équipes pluridisciplinaires.</li></ul>	15

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Expérience en Afrique subsaharienne ou dans des contextes institutionnels comparables.</li> <li>• Familiarité avec les approches participatives et les outils stratégiques (FFOM, cadre logique, arbre à problèmes).</li> </ul> <p>Compétences requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Leadership avéré dans des projets multi-acteurs et interinstitutionnels.</li> <li>• Expertise en médiation, communication, et plaidoyer.</li> <li>• Bonne connaissance des politiques africaines et camerounaise de décentralisation et des problématiques des CTD.</li> <li>• Connaissance des mécanismes de financement durable et de mobilisation des ressources.</li> <li>• Connaissance du domaine de l'assainissement et la gestion des déchets.</li> </ul>	
<b>EC1</b>	Juriste spécialisé dans la gestion des déchets	<p><i>Bac+5 ou plus en droit public, droit de l'environnement, ou sciences juridiques appliquées à la gestion des services publics.</i></p> <p>Expérience professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En milieu rural ou urbain ou domaines apparentés.</li> </ul> <p>Compétences requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maîtrise des lois nationales et internationales sur la gestion des déchets et la décentralisation.</li> <li>• Expertise en réforme institutionnelle et gouvernance interinstitutionnelle.</li> <li>• Capacité à élaborer des textes législatifs ou réglementaires et à proposer des réformes adaptées.</li> <li>• Bonne connaissance des politiques africaines et camerounaise de décentralisation et des problématiques juridiques des CTD.</li> </ul>	<b>10</b>
<b>EC2</b>	Expert en valorisation des déchets et économie circulaire	<p><i>Bac+5 ou plus en génie environnemental, chimie industrielle, gestion des déchets, management de l'énergie, développement durable ou économie circulaire.</i></p> <p>Expérience professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Minimum 10 ans d'expérience dans des projets de valorisation de déchets, avec un focus sur la mise en place de projets pilotes ou de solutions innovantes dans la valorisation des déchets.</li> <li>• Expérience dans la définition de stratégie et plan de valorisation, élaboration de procédure pour réduire les déchets, identification des opportunités de financement pour faciliter le développement des pratiques de valorisation.</li> </ul> <p>Compétences requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Expertise en techniques de valorisation (recyclage, compostage, biométhanisation, incinération contrôlée).</li> <li>• Expérience dans le développement de stratégies qui intègrent les principes de l'économie circulaire</li> </ul>	<b>10</b>

- Expérience en partenariats public-privé pour développer des solutions de gestion durable.
- Capacité à évaluer la faisabilité des solutions selon les contextes locaux (urbains, périurbains, ruraux).
- Bonne connaissance des mécanismes d'économie circulaire et de financement des projets environnementaux.

**EC3**      Environnementaliste

*Bac+5 ou plus en sciences de l'environnement, écologie appliquée, ou gestion du changement climatique.*

**12**

*Minimum 12 ans d'expérience, avec un focus sur les études d'impact environnemental (EIE) et les stratégies d'atténuation des risques environnementaux liés aux déchets.*

*Expérience dans les études environnementales, élaboration de document de stratégie d'assainissement (liquide ou solide) en milieu rural ou urbain ou domaines apparentés.*

Expérience professionnelle :

- Expérience dans les études environnementales, élaboration de document de stratégie d'assainissement (liquide ou solide) en milieu rural ou urbain ou domaines apparentés.

Compétences requises :

- Maîtrise des outils d'évaluation environnementale (EIE, analyses coût-bénéfice environnementales).
- Connaissance des stratégies d'adaptation au changement climatique.
- Expertise en intégration des principes environnementaux dans des politiques sectorielles.
- Capacité à proposer des approches intégrées pour minimiser les impacts environnementaux négatifs.

**EC4**      Economiste

*Bac+5 ou plus en sciences économiques, économie du développement, ou finances publiques.*

**10**

*Spécialiste en économie appliqué à la gestion des déchets, expériences dans l'élaboration des stratégies de développement*

Expérience professionnelle :

- Minimum 10 ans d'expérience, avec une expertise avérée en fiscalité locale, financement innovant, et modélisation économique.

Compétences requises :

- Expertise en fiscalité locale et tarification des services publics.
- Connaissance des outils de financement innovants (green bonds, redevances écologiques).
- Capacité à élaborer des modèles économiques pour les services de gestion des déchets.
- Expérience en mobilisation de ressources auprès des bailleurs de fond

<b>EC5</b>	Expert en Communication / mobilisation communautaire	<p><i>Bac+3 en sciences de la communication</i></p> <p><i>Expérience dans la mobilisation communautaire et l'élaboration des stratégies de la communication publique, notamment de vulgarisation des documents de politiques et de stratégies, y compris en zone anglophone (prérequis).</i></p> <p>Expérience professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Minimum 10 ans d'expérience, avec une expertise en mobilisation communautaire et plaidoyer stratégique dans des projets de développement.</li> </ul> <p>Compétences requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Expertise en animation d'ateliers participatifs et mobilisation sociale.</li> <li>• Connaissance des techniques de plaidoyer et de sensibilisation communautaire.</li> <li>• Maîtrise des outils de communication adaptés à des contextes multilingues (français, anglais, langues locales).</li> <li>• Capacité à concevoir des campagnes de communication stratégiques.</li> </ul>	<b>10</b>
<b>EA1</b>	Cartographe	<p><i>Spécialiste de l'exploitation des données pour représenter un territoire.</i></p> <p>Bac+5, en géographie, spécialité Système d'informations Géographiques (SIG)</p>	<b>8</b>
<b>EA2</b>	Statisticien	<p><i>Spécialiste de la collecte et du traitement des informations et données, analyse et synthétisation des résultats</i></p> <p>Bac+4, en mathématiques informatiques appliquées aux sciences sociales ou sciences des données</p>	
<b>EA3</b>	Traducteur (anglais)	<p><i>Traducteur anglais-français en termes techniques liés aux questions de gestion des déchets et en traduction de textes stratégiques</i></p> <p>Bac+4, en sciences environnementales, droit public, traduction, en langues et littératures comparées</p>	<b>6</b>

### 3) Mobilisation de l'expertise par phase (indicatif)

Poste	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6	Sous-Total
<b>CM</b>	6	10	40	28	5	4	93
<b>EC1</b>	3	10	11	10	4	2	40
<b>EC2</b>	3	10	36	20	8	3	80
<b>EC3</b>	3	8	19	9	8	3	50
<b>EC4</b>	3	10	10	15	20	2	60
<b>EC5</b>	2	2	2	2	2	10	20
<b>EA1</b>	-	10	5	5	-	-	20
<b>EA2</b>	2	10	10	5	-	-	27
<b>EA3</b>	-	4	4	4	4	4	20
<b>Sous-Total</b>	21	72	135	96	49	36	<b>410</b>